

Le rôle des villes pour des systèmes alimentaires durables

Berne, le 4 mars 2025, Hochschulstrasse 4

Conférence finale du projet "Les villes, moteurs de systèmes alimentaires durables" et lancement de la charte nationale "Alimentation durable des villes et communes suisses".



Villes partenaires du projet

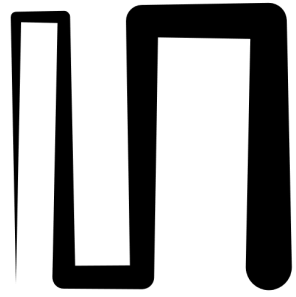


Mot de bienvenue de

Alec von Graffenried

membre du conseil municipal de la ville de
Berne et

Directeur de la sécurité, de l'environnement et
de l'énergie



Stiftung
Mercator
Schweiz

Mot de bienvenue de

Martin Herren

Responsable du secteur alimentation durable
Fondation Mercator Suisse

Temps	Points du programme
13.30 - 13.50	<p>Accueil, animé par <i>Theresa Tribaldos</i></p> <p><i>Alec von Graffenried</i>, directeur de la sécurité, de l'environnement et de l'énergie, ville de Berne</p> <p><i>Martin Herren</i>, responsable du secteur alimentation durable, Fondation Mercator Suisse</p> <p>Déroulement du programme et aspects organisationnels, <i>Theresa Tribaldos</i></p>
13.50 - 15.10	Présentation des résultats du projet issus des trois paquets de travail et discussions en plénum, <i>Bettina Scharrer</i> (CDE), <i>Matthias Meier</i> (BFH-HAFL), <i>Evelyn Markoni</i> (BFH-HAFL)
15.10 - 15.15	Brève introduction à la place du marché, <i>Bettina Scharrer</i>
15.15 - 16.15	Place du marché - Présentations d'affiches de neuf villes et de l'équipe du projet, suivies d'une pause café.
16.15 - 16.50	Lancement de la charte "Alimentation durable des villes et communes suisses" <i>Stefanie Kaiser, Bâle-Ville et Noemie Dick, Ville de Fribourg pour les villes initiatrices</i>)
16.55 - 17.40	Fishbowl Discussion sur la transformation des systèmes alimentaires urbains (<i>Ouvert, entre autres représentants des administrations communales, cantonales et fédérales, de la société civile et de la science</i>)
17.40 - 17.45	Conclusion
A partir de	Après-vente de la ferme bio Heimenhaus

**Protection des
données
personnelles "photos**

**Protection des
données
personnelles "photos**



Les villes, moteurs des systèmes alimentaires durables

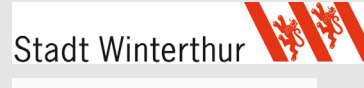
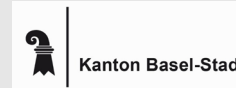


Berner Fachhochschule
 ► Hochschule für Agrar-, Forst-
 Lebensmittelwissenschaften



UNIVERSITÄT
 BERN

CDE
 CENTRE FOR DEVELOPMENT
 AND ENVIRONMENT



Données clés du projet de co-recherche transdisciplinaire



Réalisé par

Centre for Development and Environment CDE, Université de Berne et Haute école des sciences agronomiques, forestières et alimentaires HAFL, Haute école spécialisée bernoise

en collaboration avec les villes partenaires du projet

Berne, Bâle, Bienne, Genève, Fribourg, Lausanne, Saint-Gall, Winterthur, Zurich et l'Union des villes suisses

Équipe de projet

Bettina Scharrer (codirection, CDE)

Luisa Kubioka (CDE)

Fabia Lüthi (CDE)

Prof Dr Theresa Tribaldos (CDE)

Evelyn Markoni (codirection, BFH-HAFL)

Dr. Franziska Götze (BFH-HAFL)

Prof. Dr Matthias Meier (BFH-HAFL)

Elizabeth Bieri (BFH-HAFL)

Ariane Reist (BFH-HAFL)

Anciens collaborateurs:trices : Lukas Aeschlimann (BFH-HAFL), Martina Brun (CDE), Jan Henric Michael Lemola (BFH-HAFL), Kathrin Utz (CDE)

Durée du projet

01.01.2022 - 31.03.2025

Financement principal de l'ensemble du projet



Financement partiel WP1

Bâle, Berne, Bienne, Genève, Fribourg, Lausanne, Saint-Gall, Winterthur, Zurich et l'Union des villes suisses

Financement partiel WP2 et WP3

Ville de Berne, OGG (Ökonomische Gemeinnützige Gesellschaft Bern)

Plus d'informations sur les trois WP

https://www.cde.unibe.ch/forschung/projekte/staedte_fuer_nachhaltige_ernaehrungssysteme/index_ger.html

<https://www.bfh.ch/de/forschung/referenzprojekte/staedte-als-triebkraefte-nachhaltiger-ernaehrungssysteme/>



Objectif général du projet

- Contribuer à soutenir activement les villes suisses dans le développement et l'aménagement de leurs systèmes alimentaires dans une perspective de durabilité.
- Cette question a été abordée à différents niveaux : Au niveau national, en collaboration avec neuf villes partenaires du projet et l'Union des villes suisses (WP1), et au niveau régional, au cas par cas, avec la ville partenaire du projet, Berne (WP2 et WP3).

Déroulement du projet

WP 1 Analyse et documentation des politiques alimentaires de neuf villes suisses et promotion de l'échange d'expériences et de connaissances transculturelles et translinguistiques sur le thème de l'alimentation durable (Lead : CDE)

WP 2 Analyse quantitative du système d'approvisionnement alimentaire de la ville de Berne : flux de denrées alimentaires et potentiel de production (Lead : BFH-HAFL)

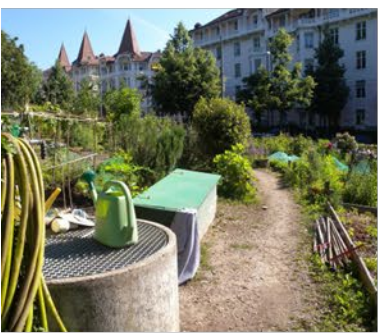
WP 3 Développement participatif de recommandations d'action pour un accès socialement équitable à une alimentation durable pour les personnes en situation de pauvreté ou ayant connu la pauvreté (Lead : BFH-HAFL)

WP 4 Synthèse (Co-Lead BFH-HAFL et CDE)



WP1 Politique alimentaire des villes suisses

Analyse et échange d'expériences sur les stratégies et activités de gouvernance alimentaire urbaine dans neuf villes suisses



Städtische Bevölkerung in der Schweiz am 1. Januar 2019

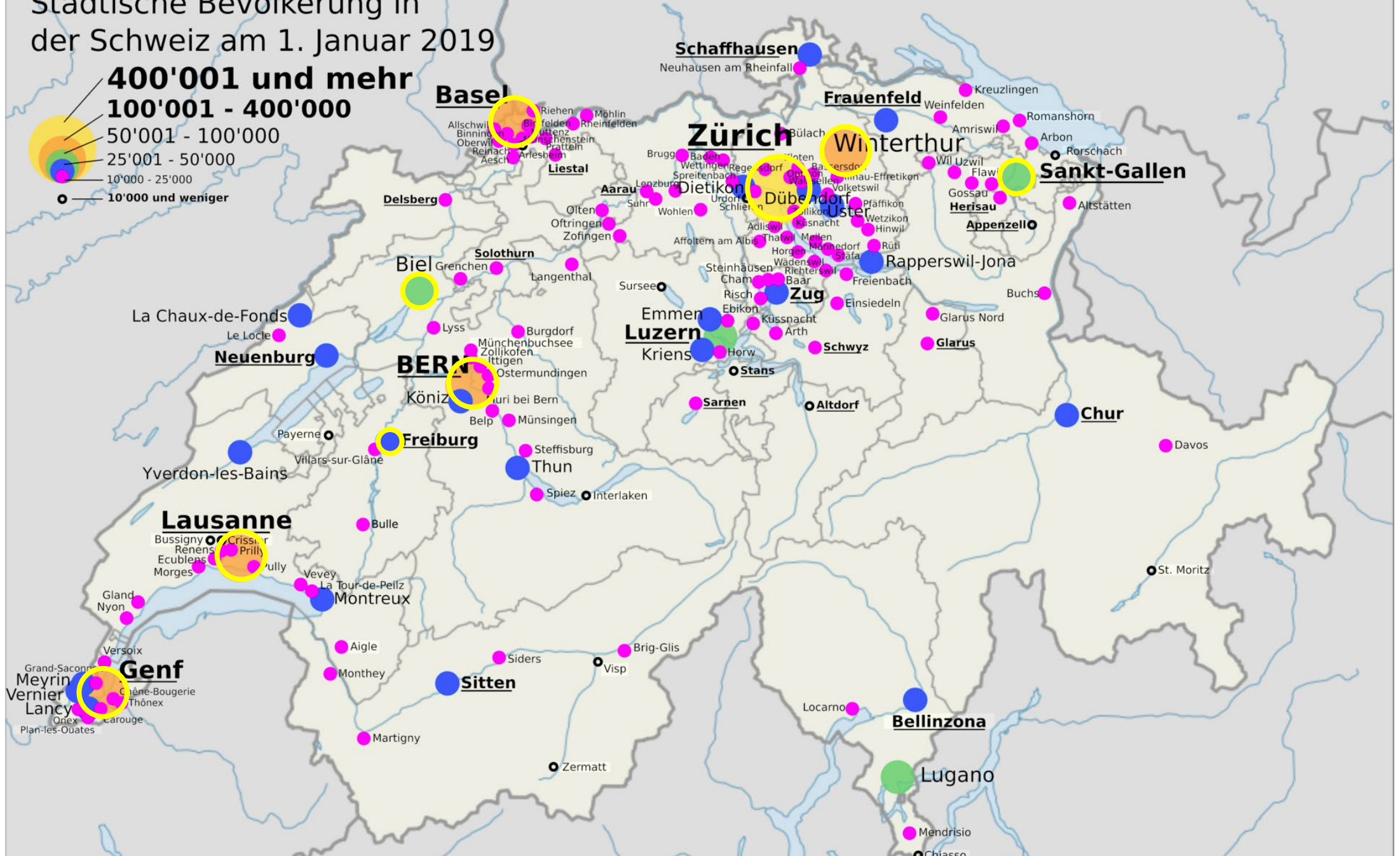
400'001 und mehr
100'001 - 400'000

50'001 - 100'000

25'001 - 50'000

10'000 - 25'000

10'000 und weniger



Objectifs, approche méthodologique et résultats

Objectifs généraux

- Recensement systématique, analyse et documentation des différentes politiques alimentaires et état de la mise en œuvre des villes de Bâle, Berne, Bienne, Genève, Fribourg, Lausanne, St-Gall, Winterthur et Zurich.
- Contribuer à l'échange d'expériences et au transfert de connaissances entre les villes de Suisse en matière de durabilité de l'alimentation, au-delà des frontières linguistiques et régionales.

Approche transdisciplinaire et méthodique

- Implication des représentants des administrations municipales, notamment par le biais de 5 ateliers.
- 6 Participation aux réunions semestrielles de GT "alimentation durable".
- -Analyse documentaire
- 9 entretiens avec des expert(e)s représentant(e)s les villes partenaires.
- Objectif : Co-production de connaissances pertinentes pour la pratique.

Cadre légal, mandats d'action,
interventions politiques

Structures administratives, compétences, ressources, stratégies, principes directeurs

Champs d'action pour une alimentation durable



Marchés publics et restauration collective



Chaînes de valeur régionales durables et commercialisation directe



La durabilité dans la restauration privée



Surfaces agricoles et horticoles



Sensibilisation et éducation



Participation de la société civile et mise en réseau

Coup de projecteur sur le cadre légal et les stratégies de haut niveau



Niveau Confédération

- Accord de Paris (Convention sur le climat)
- Loi fédérale sur les marchés publics (LMP)
- Stratégie de développement durable 2030
- Stratégie climatique pour l'agriculture et l'alimentation 2050

Niveau municipal

- Ancrage d'objectifs nets zéro avec une fourchette nette zéro 2037 - jusqu'en 2050
- Ancrage légal de l'alimentation durable, par exemple dans l'ordonnance communale ou dans des règlements
- Objectifs et mesures pour une alimentation durable.....
 - Intégré dans les stratégies climatiques ou de durabilité
 - En tant que stratégies et concepts singuliers pour une alimentation durable



Marchés publics et restauration collective

Définition des priorités

1. Réduction des aliments d'origine animale au profit des aliments d'origine végétale, y compris les protéines
2. Réduire le gaspillage alimentaire
3. Augmenter la part des aliments certifiés : bio, IP, commerce équitable
4. Augmenter la part des aliments issus de la production régionale

Différents instruments

- Règlements
- Plans d'action pluriannuels
- Directives d'achat
- Charte
- Recommandations

Gammes

- Critères "obligatoires" et "facultatifs".
- Objectifs quantitatifs, par exemple pour les parts de produits bio
- Différents domaines de validité





Exemple de recommandation d'action avec défis et opportunités

"Augmenter progressivement la part d'aliments (régionaux) produits biologiquement dans la restauration collective jusqu'à 60% - 100%, selon le groupe d'aliments".

Le défi

- Nécessité de mettre en place de nouvelles structures logistiques
- Développer de nouveaux canaux pour les produits bio "Fresh Cut".
- Demandes de quantité
- Mission des pouvoirs publics ?



Chance

Une demande quantitative obligatoire de la part de la restauration collective stimule l'expansion de la production et renforce le développement de chaînes de valeur biorégionales.

Chaînes de valeur régionales durables et commercialisation directe



Objectifs

- Plus de valeur ajoutée dans la région, chez les producteurs et les transformateurs
- Promotion de l'artisanat alimentaire traditionnel régional
- Re-localisation du système alimentaire dans le contexte socioculturel / "terroir".

Possibilités de financement

- Soutien des Circuits Courts
- Lancer des marques régionales
- Part obligatoire d'aliments régionaux dans la restauration collective
- Participation à des projets PRE
- Marchés hebdomadaires
- Rendre les entreprises/projets visibles, par le biais de manifestations, de sites web
- Soutien à la mise en place de structures logistiques



Objectifs

- Promotion de menus adaptés au climat, réduction de la viande
- Prévention du gaspillage alimentaire
- Promotion de la transparence, origine des produits (régionaux, bio, de saison)
- Mise en réseau avec des producteurs / transformateurs régionaux

Mesures possibles

- Définir des critères de durabilité lors de l'attribution des baux
- Programmes et formation pour éviter le gaspillage alimentaire
- Concours pour les établissements de restauration et récompenses
- Programmes d'action limités dans le temps pour des menus durables et adaptés au climat
- Chartas pour la gastronomie





Objectifs

- Développement des exploitations agricoles et des jardins urbains en fonction des besoins
- Gestion durable des terres
- Intégrer des composantes sociales et pédagogiques dans les fermes urbaines
- Permettre aux citoyens d'accéder aux espaces horticoles

Mesures possibles

- Exiger la conversion à l'agriculture biologique en cas de changement de locataire
- Établir des fermes urbaines comme lieu d'apprentissage, entre autres des fermes-écoles
- Utilisation temporaire de terrains en friche pour des projets horticoles
- Conserver légalement des surfaces pour les jardins familiaux et communautaires

Sensibilisation et éducation



Objectifs

- Sensibiliser et informer sur l'alimentation durable
- Atteindre toutes les tranches d'âge et les personnes exerçant des professions en rapport avec l'alimentation
- Utiliser des multiplicateurs pour la formation (initiale et continue)
- Apprentissage pratique, expériences concrètes

Mesures possibles

- Festival de l'alimentation polyvalente
- Programmes adaptés aux différents niveaux pour les écoles primaires et professionnelles
- Proposer des programmes de formation continue
- Créer des lieux d'apprentissage et de rencontre, p. ex. maison de l'alimentation, ferme urbaine
- Création de jardins scolaires, visites de fermes scolaires
- Brochures d'information, sites web, campagnes annuelles, expositions interactives



Participation de la société civile et mise en réseau



Focus sur

- Intégrer davantage la société civile dans le débat sur la durabilité de l'alimentation
- Promouvoir la mise en réseau des acteurs du système alimentaire
- Soutenir des forums, des initiatives, des projets liés à l'alimentation

Mesures possibles

- Panels de citoyens, forums de citoyens ou science citoyenne
- Soutenir la création de conseils nutritionnels
- Créer des lieux d'apprentissage multifonctionnels, par exemple une maison de l'alimentation
- Fonds pour le soutien financier de projets



Quelques remarques finales... et la suite



- La politique alimentaire s'est établie, un domaine politique "jeune", processus non achevé
- Des situations de départ différentes - en termes d'espace, de ressources, de structures, de culture et de priorités, mais aussi de nombreux points communs et synergies
- Suisse romande - renforcer l'accès territorial à l'alimentation : rôles de pionniers dans la relocalisation du système alimentaire
- D-Suisse - Accès à la thématique principalement par le climat et les déchets alimentaires. "Take off" surtout après 2016 avec des stratégies, en partie aussi avec le Food Council.
- Consolidation du groupe de travail «alimentation durable» et lancement de la charte : succès d'étape important - le transfert de connaissances reste nécessaire.
- Sur la bonne voie... mais des efforts supplémentaires et des objectifs plus ambitieux sont nécessaires - par exemple....
- Augmentation de la part de produits bio dans la restauration collective - Les structures logistiques pour les produits bio et régionaux comme point crucial

Résultats et publications

- Aperçu détaillé de la politique alimentaire de chaque ville jumelée → [Série Politique alimentaire des villes suisses #1 - #9](#) (un working paper par ville, en allemand et en français)
- Vue d'ensemble des politiques alimentaires → [Scharrer B, Kubioka L. 2025. Livre blanc sur la politique alimentaire urbaine : stratégies, champs d'action et exemples de bonnes pratiques de neuf villes suisses. Politique alimentaire des villes suisses #10.](#) (allemand et français)
- Article présentant les conclusions du WP1, WP2 et WP3 dans GAIA 33/4 (2024) : ["Les villes en point de mire : comment les espaces urbains peuvent accélérer le changement vers des systèmes alimentaires durables"](#).
- CDE-Policy-Brief sur la politique alimentaire suisse en plusieurs langues (suivra en été)

Ernährungspolitik Schweizer Städte #10
Bettina Scharrer, Luisa Kubioka



Weissbuch städtische Ernährungspolitik: Strategien, Handlungsfelder und Good-Practice-Beispiele aus neun Schweizer Städten



Crédit photo

Startslide WP1 Politique alimentaire : (de droite à gauche)

1ère ligne

Cuisine centrale de production de Bienne © Antal Thoma

Hôpital municipal Triemli Zurich © Dominique Meienberg

Semaine DD @ Valentine Brodard - Ville de Fribourg

Festi'Terroir Genève © Patrick Lopreno.

Guggerhof Häfelfingen @ Nicolas Gysin

Cuisine ouverte © Ville de Winterthur

Deuxième ligne :

Kulinata - Festival Berne © PascaleAmez

GfellerBio, Sédeilles © Martine Wolhauser

Savourer intelligemment © Environnement et énergie de la ville de Saint-Gall

Zone de la Gurzelen à Bienne © Antal Thoma

Projet pilote EDD, cercle scolaire de Glattal © Franziska Stöckli

Maison de l'alimentation ma-terre Genève © Ville de Genève

3e ligne :

Plantage Cour, Lausanne © Ville de Lausanne/Spadom

Panel de citoyens de Winterthur © Enzo Lopardo

Food Save Day Zurich © Steven Kohl Photography

Maison du lait d'Allschwil © Nicolas Gysin

Forum de l'alimentation de Berne © Manuel Lopez

Promenade dans les arbres de St-Gall © Environnement et énergie de la ville de St-Gall

Slide 10 : GfellerBio © Philipp Eyer

Slide 11 : Cuisine centrale de production de Bienne © Antal Thoma

Slide 13 : Festi'Terroir Genève © Patrick Lopreno

Slide 14 : Bénichon @ Valentine Brodard - Ville de Fribourg

Slide 15 : GfellerBio, Sédeilles © Martine Wolhauser

Slide 16 : Maison de l'alimentation ma-terre © Ville de Genève

Slide 17 : MEMO 2024 Fribourg © Valentine Brodard - Ville de Fribourg

Slide 18 : Canard cerise Häfelfingen @ Nicolas Gysin

Slide 20 : Opération RVL à Genève © Eric Roset



Merci de votre attention

Questions de recherche WP 1

1.a. Dans quelle mesure les villes sélectionnées ont-elles intégré la thématique de l'alimentation durable dans leurs stratégies de développement urbain et dans quelle mesure ces objectifs ont-ils déjà été mis en œuvre ?

1.b. Comment les stratégies ont-elles été/seront-elles mises en œuvre en premier lieu (instruments réglementaires, systèmes d'incitation économique, formation, instruments informels) et quel est le poids (politique) de ces mises en œuvre en termes de ressources humaines engagées, de départements propres, de durabilité des programmes et de ressources financières disponibles ?

2.a. Quelles sont les conditions cadres juridiques qui empêchent ou favorisent le développement d'un système alimentaire urbain davantage axé sur la régionalité et la durabilité ? Quelle influence les acteurs communaux peuvent-ils exercer sur des conditions cadres défavorables ?

2.b. Quelles marges de manœuvre les villes ont-elles et utilisent-elles dans le cadre des marchés publics pour promouvoir une alimentation durable et régionale ?

3. Dans quelle mesure la collaboration des villes avec les cantons et des villes entre elles est-elle étroite et coordonnée ? Comment et avec quelles mesures peut-on encourager la collaboration et la coordination entre les différents niveaux d'organisation et les exécutifs ?
4. Dans quelle mesure la coopération et l'échange avec les autres parties prenantes du système alimentaire (producteurs, transformateurs, commerçants, restaurateurs, groupes d'intérêt, groupes de la société civile) sont-ils développés et participatifs, et comment peuvent-ils être renforcés afin de rendre le système alimentaire urbain durable ?
5. Quelles sont les expériences et les besoins des autorités municipales en matière de monitoring afin de vérifier l'efficacité des mesures ? Comment les synthétiser en un système de suivi simple et pertinent pour évaluer leurs stratégies de gouvernance alimentaire ?

Niveau d'action de la commune - plus de marge de manoeuvre, mais aussi des limites par rapport aux cantons et à la Confédération



- + Souvent plus progressistes et promoteurs
- + plus directement à la base, aux acteurs et à la société civile
- + L'échange et la collaboration interdépartementaux sont généralement plus directs - (on se connaît...)
- + Les espaces et les rencontres d'échange sont plus immédiats
- Les lois supérieures définissent la marge de manoeuvre (mais aussi les limites)
- Le mode de production agricole est déterminé en grande partie au niveau fédéral et cantonal
- Une partie importante de la restauration collective auprès des cantons